

COPIE

DECISION N° 000434 /D/PR/MINMAP/ACMP/SG/DAJ DU 09 SEPT 2024

relative au recours de la société D. TEK TP SARL introduit dans le cadre de l'appel d'offres n°016/AONR/MINTP/CIPM-TERI/2024 du 20 mars 2024 pour l'exécution des travaux d'entretien périodique des routes régionales R0103/1002, section de la route Boumyebel-Eseka-Lolodorf (91,780 km) route revêtue des régions du Centre et Sud

L'AUTORITE CHARGEE DES MARCHES PUBLICS,

- Vu la Constitution ;
Vu le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
Vu l'arrêté n°413/A/PR/MINMAP du 08 décembre 2020 portant organisation et fonctionnement du Comité chargé de l'Examen des Recours résultant des marchés publics (CER) ;
Vu la décision n°2021/205//CER/ARMP/DG/2021 du 20 avril 2021 constatant la composition du Comité chargé de l'examen des recours résultant des marchés publics ;
Vu le recours de la société D. TEK TP SARL du 30 mai 2024 ;
Vu l'avis technique de l'Agence de Régulation des Marchés (ARMP) du 19 juillet 2024 ;
Vu le procès-verbal de la séance du CER du 19 juillet 2024 ;
Vu les écritures et pièces du dossier ;

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'il résulte de l'examen de ce dossier par le CER, que le recours de de la société D. TEK TP SARL introduit au CER le 30 mai 2024, soit un (01) jour ouvrable après la publication du résultat de l'appel d'offres au Journal des Marchés Publics (JDM), intervenue le 29 mai 2024, est en conformité avec les dispositions combinées des articles 101 (3), 170 et 173 du Code des marchés publics sur la recevabilité des recours en phase d'ouverture des offres ;

Qu'il échet de le déclarer recevable ;

SUR LES FAITS :

La société D. TEK TP SARL conteste l'attribution du marché à la société CETRA BTP SARL, au motif que l'élimination de sa société pour cause de « *rapport de visite pas assez dense* », est abusive. En outre, elle relève l'absence du modèle dudit document dans le DAO ;

AU FOND :

Considérant qu'il résulte de l'instruction par l'ARMP de la contestation soulevée par le recourant, et de l'examen subséquent de son recours par le CER, que le recourant n'a pas respecté le modèle du rapport de visite de site prévu comme critère éliminatoire par le RPAO ;

Qu'il convient de dire ce recours non fondé, d'instruire le Maître d'ouvrage de poursuivre la procédure, d'en informer le recourant et de transmettre cette décision au Directeur Général de l'ARMP pour publication au Journal des marchés Publics (JDM) ;

EN CONSÉQUENCE :

1. Déclare le recours de la société D. TEK TP SARL recevable ;
2. L'y dit cependant non fondé ;
3. Instruit le Maître d'ouvrage de poursuivre la procédure ;
4. Dit que la présente décision sera notifiée au recourant et transmise au Directeur Général de l'ARMP pour publication au JDM. /-

Copie :

- MINTP ;
- DG/ARMP ;
- PdUCER ;
- Intéressé (D. TEK TP SARL).

Yaoundé, le 09 SEPT 2024

LE MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DES

MARCHES PUBLICS,
AUTORITE DES MARCHES PUBLICS

